



TRANSAT A.T.INC.  
DEUXIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL  
Période terminée le 30 avril 2010

LE 9 JUIN 2010

**Relations avec les investisseurs**

M. Denis Pétrin

Vice président, finances et administration  
et chef de la direction financière

[relationsinvestisseurs@transat.com](mailto:relationsinvestisseurs@transat.com)

**Symboles boursiers**

TSX: TRZ.B, TRZ.A

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010, par rapport au trimestre et au semestre terminés le 30 avril 2009 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du second trimestre des exercices 2010 et 2009, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2009, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du deuxième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2009. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 9 juin 2010. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse [www.transat.com](http://www.transat.com) et dans le site SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), dont les lettres d'attestation pour le trimestre terminé le 30 avril 2010 et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Se référer à la section Mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

### AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant :

- La perspective selon laquelle la baisse des devises européennes par rapport au dollar canadien aura un impact négatif sur les bénéfices réalisés en Europe, une fois ces derniers convertis en dollars canadiens.
- La perspective selon laquelle la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

En faisant cette déclaration, la société a supposé que les tendances de pression sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les prix du carburant et que le dollar par rapport aux devises européennes demeureront stables, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

## MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les PCGR. Nous présentons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Généralement, une mesure financière non conforme aux PCGR s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas conforme aux PCGR et qui soit exclu ou comprend des montants compris ou exclu dans la mesure la plus directement comparable calculée et présentée conformément aux PCGR. Les mesures non conformes aux PCGR utilisées par la société sont les suivantes :

<b>Marge (perte d'exploitation)</b>	Revenus moins les dépenses d'exploitation.
<b>Bénéfice ajusté (perte ajustée)</b>	Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales, impôts sur les bénéfices, variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non-monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration.
<b>Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts)</b>	Bénéfice net (perte nette) avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non-monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration, net des impôts y afférents.
<b>Dettes totales</b>	Dettes à long terme plus la dette et les ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, présentées à la page 13.
<b>Dettes nettes</b>	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalent de trésorerie et les placements dans des PCAA.

Les mesures financières décrites ci-haut n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs ou celles utilisées par des analystes financiers. Ces mesures ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les PCGR. La direction croit que ces mesures, ou certaines de ces mesures, sont utilisées par les utilisateurs de notre rapport de gestion pour analyser les résultats de la société, sa performance financière ainsi que sa situation financière.

La direction utilise, en plus des mesures financières selon les PCGR, le bénéfice ajusté et le bénéfice ajusté après impôts pour mesurer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente de la société. La direction croit que ces mesures sont importantes puisqu'elles excluent des résultats des éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme, plutôt que le rendement des opérations quotidiennes de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la société de s'acquitter de ses obligations financières.

La direction utilise également la dette totale et la dette nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer le levier financier de la société.

Le tableau suivant présente les rapprochements des mesures financières non conformes aux PCGR avec les mesures financières les plus comparables des PCGR :

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 avril		30 avril	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Revenus	1 060 386	1 129 077	1 852 948	2 006 331
Dépenses d'exploitation	(1 052 188)	(1 089 947)	(1 857 159)	(1 975 699)
<b>Marge (perte d'exploitation)</b>	<b>8 198</b>	<b>39 130</b>	<b>(4 211)</b>	<b>30 632</b>
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	7 481	43 436	(5 299)	15 160
Impôts sur les bénéfices (récupération)	2 454	19 090	(5 480)	6 799
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(9 090)	(37 428)	(10 318)	(8 916)
Perte (gain) non monétaires sur des placements dans des PCAA :				
Dévaluation de placements dans des PCAA (renversement de provision)	(1 939)	5 220	(5 394)	48
Ajustement relatif à la mise en œuvre du plan de restructuration du 21 janvier 2009	—	—	—	1 759
Réévaluation des options liées au remboursement des crédits rotatifs	—	—	—	(400)
	(1 939)	5 220	(5 394)	1 407
Gain sur disposition d'actifs liés à la restructuration	(960)	—	(960)	—
<b>Bénéfice ajusté (perte ajustée)</b>	<b>(2 054)</b>	<b>30 318</b>	<b>(27 451)</b>	<b>14 450</b>
Bénéfice net (perte nette)	6 198	42 186	(7 674)	12 750
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(9 090)	(37 428)	(10 318)	(8 916)
Perte (gain) non monétaires sur des placements dans des PCAA	(1 939)	5 220	(5 394)	1 407
Gain sur disposition d'actifs liés à la restructuration	(960)	—	(960)	—
Incidence fiscale	3 096	10 698	3 454	3 634
<b>Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts</b>	<b>(2 695)</b>	<b>20 676</b>	<b>(20 892)</b>	<b>8 875</b>
			Au 30 avril 2010	Au 31 octobre 2009
			\$	\$
Versements sur dette à long terme échéant à moins d'un an			14 391	24 576
Dette à long terme			40 941	83 108
Débeture			—	3 156
Ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs de services			397 462	396 433
<b>Dette totale</b>			<b>452 794</b>	<b>507 273</b>

	Au 30 avril 2010 \$	Au 31 octobre 2009 \$
Dette totale	452 794	507 273
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(206 966)	(180 552)
Placements dans des PCAA	(74 374)	(71 401)
<b>Dette nette</b>	<b>171 454</b>	<b>255 320</b>

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %
<b>États consolidés des résultats</b>								
Revenus	1 060 386	1 129 077	(68 691)	(6,1)	1 852 948	2 006 331	(153 383)	(7,6)
Marge (perte d'exploitation) <sup>1</sup>	8 198	39 130	(30 932)	(79,0)	(4 211)	30 632	(34 843)	(113,7)
Bénéfice net (perte nette)	6 198	42 186	(35 988)	(85,3)	(7 674)	12 750	(20 424)	(160,2)
Bénéfice (perte) de base par action	0,16	1,29	(1,13)	(87,6)	(0,20)	0,39	(0,59)	(151,3)
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	0,16	1,27	(1,11)	(87,4)	(0,20)	0,39	(0,59)	(151,3)
Dividende – actions de catégorie A et B	—	—	—	—	—	0,09	(0,09)	(100,0)
<b>États consolidés des flux de trésorerie</b>								
Activités d'exploitation	127 997	90 245	37 752	41,8	106 739	119 688	(12 949)	(10,8)
<b>Bilans consolidés</b>								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					206 966	180 552	26 414	14,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (à court terme et à long terme)					348 126	272 726	75 400	27,6
Placements dans des PCAA					74 374	71 401	2 973	4,2
					<b>629 466</b>	<b>524 679</b>	<b>104 787</b>	<b>20,0</b>
Actif total					1 246 074	1 129 503	116 571	10,3
Dette (à court terme et à long terme)					55 332	110 840	(55 508)	(50,1)
Dette totale <sup>1</sup>					452 794	507 273	(54 479)	(10,7)
Dette nette <sup>1</sup>					171 454	255 320	(83 866)	(32,8)

<sup>1</sup> VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

## APERÇU

Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines (en France et au Canada) nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total environ 500 agences de voyages (dont 354 franchisées) et un système de distribution multicanal faisant appel à Internet. Depuis 2008, Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine. Transat a recours à plus de 60 compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une vaste proportion de ses besoins. Transat offre également des services à destination et des services aéroportuaires.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme, on a compté en 2009 quelque 880 millions de touristes internationaux, soit un recul de près de 4 % par rapport à 2008. Malgré ce recul, l'Organisation mondiale du tourisme prévoit que ce marché devrait croître en 2010. La vision de Transat est de devenir un chef de file en Amérique et de jouir d'une forte position concurrentielle dans plusieurs pays d'Europe. Pour le moment, nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditeur et voyagiste réceptif. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyagiste expéditeur, de même qu'en Grèce comme voyagiste réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 60 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la société entend continuer, pour la période 2009-2011, de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale, qui la distingue de plusieurs de ses concurrents; de renforcer sa position en France, où elle figure déjà parmi les plus grands voyagistes; et de pénétrer de nouveaux marchés ou d'affirmer sa présence dans des marchés où elle n'est que partiellement présente à l'heure actuelle. Quant aux nouveaux marchés éventuels, la priorité ira à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations.

Pour l'exercice 2010, les objectifs que Transat poursuivra sont les suivants :

- Consolider notre position de chef de file dans nos marchés des deux côtés de l'Atlantique par le biais d'une offre élargie, tant en termes de types de produits que de l'éventail de destinations, en donnant plus d'ampleur à la distribution multicanal et en maintenant notre contrôle des coûts, tout en procurant une expérience client enrichie.
- Compléter l'intégration des nouvelles équipes de direction, cultiver un esprit de corps et développer une parfaite cohésion entre les nouvelles organisations des filiales et de la compagnie-mère en vue d'accélérer l'atteinte de nos objectifs commerciaux.
- Poursuivre le développement et la mise en application de nouveaux systèmes d'information qui contribueront à une efficacité accrue de nos opérations et à une plus grande flexibilité au chapitre de notre offre.
- Poursuivre les efforts visant à positionner Transat parmi les chefs de file de l'industrie en matière de responsabilité d'entreprise et de tourisme durable, de sorte à exercer une influence accrue sur l'avenir de notre marché, à susciter l'adhésion des employés, et à engendrer pour Transat un avantage compétitif.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché, la croissance de nos revenus et notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie, nos placements et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

## ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

### REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	1 060 386	1 129 077	(68 691)	(6,1)	1 852 948	2 006 331	(153 383)	(7,6)

Nous tirons nos revenus des voyagistes expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyagistes réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2009, nos revenus ont diminué de 68,7 millions de dollars pour le trimestre et de 153,4 millions de dollars pour le semestre. La diminution de nos revenus résulte d'une baisse des revenus en Amérique de 3,0 % pour le trimestre et de 6,7 % pour le semestre et à une baisse des revenus en Europe de 19,2 % pour le trimestre et de 12,3 % pour le semestre. Ces diminutions sont attribuables à des baisses de prix de vente, principalement causée par la vive concurrence sur le marché, et à la vigueur du dollar face à l'euro et face à la livre sterling. Ces diminutions ont toutefois été partiellement compensées par une hausse globale du nombre de voyageurs de 6,4 % pour le trimestre et de 1,7 % pour le semestre, comparativement aux périodes correspondantes de 2009.

### DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %
Coûts directs	709 906	710 381	(475)	(0,1)	1 221 688	1 252 302	(30 614)	(2,4)
Salaires et avantages sociaux	83 761	89 406	(5 645)	(6,3)	167 850	180 155	(12 305)	(6,8)
Carburant d'aéronefs	70 303	83 728	(13 425)	(16,0)	127 445	161 602	(34 157)	(21,1)
Commissions	56 533	66 518	(9 985)	(15,0)	93 108	113 875	(20 767)	(18,2)
Entretien d'aéronefs	24 942	27 883	(2 941)	(10,5)	43 323	53 523	(10 200)	(19,1)
Frais d'aéroports et de navigation	18 678	22 238	(3 560)	(16,0)	34 076	41 841	(7 765)	(18,6)
Loyer d'aéronefs	13 855	13 675	180	1,3	27 597	26 922	675	2,5
Autres	74 210	76 118	(1 908)	(2,5)	142 072	145 479	(3 407)	(2,3)
Total	1 052 188	1 089 947	(37 759)	(3,5)	1 857 159	1 975 699	(118 540)	(6,0)

Nos dépenses d'exploitation totales ont diminué de 37,8 millions de dollars (3,5 %) pour le trimestre et de 118,5 millions de dollars (6,0 %) pour le semestre de 2010 par rapport à 2009. Les diminutions sont entre autres attribuables à la force du dollar par rapport à l'euro et à la devise américaine, et en partie aux initiatives de réduction de coûts que nous avons entreprises en 2009. Ceci s'est traduit par une diminution de nos dépenses d'exploitation en Amérique de 0,2 % pour le trimestre et de 4,9 % pour le semestre ainsi que par des diminutions en Europe de 16,8 % pour le trimestre et de 10,9 % pour le semestre.

Au cours du deuxième trimestre, les opérations de la société ont été, en partie, perturbées par l'activité volcanique en Islande. La suspension de l'activité aérienne sur une portion du territoire européen s'est traduite par des annulations et des retards de vols. À la suite de ces événements, nous avons dû modifier, entre autres, nos horaires de vols et affréter des vols spéciaux afin d'assurer le rapatriement ainsi que le départ de nos voyageurs. Les coûts supplémentaires encourus au cours du deuxième trimestre à la suite de cet événement s'élèvent à près de 4,0 millions de dollars et sont principalement constitués de blocs de sièges et vols auprès de transporteurs aériens autres qu'Air Transat et de chambres d'hôtels qui sont présentés dans nos coûts directs.

### COÛTS DIRECTS

Les coûts directs sont engagés par nos voyagistes. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, les coûts directs ont diminué de 0,5 million de dollars (0,1 %) pour le deuxième trimestre et de 30,6 millions de dollars (2,4 %) pour le premier semestre. Tant pour le trimestre que pour le semestre terminés le 30 avril 2010, nos coûts directs ont diminué alors que le nombre de voyageurs a augmenté. Ces diminutions en dollars découlent principalement de la baisse de nos coûts de sièges et de chambres d'hôtels, ces dernières découlant entre autres de la négociation à la baisse de certains de nos contrats, jumelée à la vigueur du dollar face à l'euro. Toutefois, compte tenu de nos opérations de couverture, nous n'avons pu profiter pleinement de l'appréciation du dollar face au dollar US.

#### SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

Les salaires et avantages sociaux ont diminué de 5,6 millions de dollars (6,3 %) pour le trimestre et de 12,3 millions de dollars (6,8 %) pour le semestre comparativement à 2009. Les diminutions du trimestre et du semestre résultent principalement d'une gestion plus serrée de nos effectifs, combinées à une baisse de la dépense relative aux primes liées aux programmes de rémunération variable à court terme et à la vigueur du dollar vis-à-vis l'euro.

#### CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a diminué de 13,4 millions de dollars (16,0 %) pour le trimestre et de 34,1 millions de dollars pour le semestre (21,1 %). Ces diminutions résultent principalement d'une baisse de l'utilisation de notre flotte causée, entre autres, par le fait que nous avons un aéronef Airbus A-310 de moins qu'en 2009 et que nous avons loué, pour la saison d'hiver 2010, un de nos aéronefs Airbus A-330 à un transporteur européen, ainsi que par une meilleure gestion de notre flotte. Dans une moindre mesure, les diminutions sont également attribuables à des coûts de carburant moins élevés comparativement aux périodes correspondantes de 2009.

#### COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a diminué de 10,0 millions de dollars (15,0 %) au cours du deuxième trimestre et de 20,8 millions de dollars (18,2 %) au cours du premier semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2009. En termes de pourcentage de nos revenus, les commissions ont diminué et représentent 5,3 % de nos revenus pour le deuxième trimestre comparativement à 5,9 % pour la même période en 2009. Pour le premier semestre, les commissions ont également diminué et représentent 5,0 % de nos revenus comparativement à 5,7 % en 2009.

#### ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2009, ces dépenses ont diminué de 2,9 millions de dollars (10,5 %) au cours du deuxième trimestre et de 10,2 millions de dollars (19,1 %) au cours du premier semestre. La diminution s'explique principalement par les modifications que nous avons apportées à certaines de nos hypothèses liées à nos coûts futurs d'entretien qui ont été revues à la baisse à la suite de la signature d'une nouvelle entente avec un de nos fournisseurs, de l'optimisation de notre calendrier d'entretiens futurs et par une baisse de certaines activités commerciales.

#### FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports. Ces frais ont diminué de 3,6 millions de dollars (16,0 %) pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2010 et de 7,8 millions de dollars (18,6 %) au cours du premier semestre comparativement aux périodes correspondantes de 2009. Ces diminutions sont principalement attribuables à la baisse de certaines activités commerciales, combinée à la force du dollar vis-à-vis la devise américaine.

#### LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont augmenté de 0,2 million de dollars (1,3 %) au cours du deuxième trimestre et de 0,7 million de dollars (2,5 %) au cours du premier semestre comparativement aux périodes correspondantes de 2009. Ces hausses découlent de l'effet net de l'ajout d'un Airbus A-330 au cours du troisième trimestre de 2009 et du retrait d'un Airbus A-310 au début du premier trimestre de 2010. De plus, compte tenu de nos opérations de couverture, la société n'a pas pu profiter pleinement de la vigueur du dollar par rapport au dollar US.

#### AUTRES

Les autres frais ont diminué de 1,9 million de dollars (2,5 %) au cours du deuxième trimestre et de 3,4 millions de dollars (2,3 %) au cours du premier semestre en regard des périodes correspondantes de 2009. Les diminutions découlent principalement de nos initiatives de réduction de coûts.

#### MARGE

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une marge de 8,2 millions de dollars (0,8 %) au cours du deuxième trimestre comparativement à une marge de 39,1 millions de dollars en 2009 (3,5 %). Pour le semestre, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 4,2 millions de dollars (0,2 %) comparativement à une marge de 30,6 millions de dollars (1,5 %) pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. L'érosion de nos marges au cours du trimestre et du semestre résulte principalement de la baisse des prix de vente

moyens et aussi du fait que nous n'avons pas pu profiter pleinement de la vigueur du dollar par rapport au dollar US compte tenu de nos opérations de couverture.

## SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

### AMÉRIQUE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2010	2009	Écart	Écart	2010	2009	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus	886 750	914 210	(27 460)	(3,0)	1 543 546	1 653 636	(110 090)	(6,7)
Dépenses d'exploitation	873 658	875 375	(1 717)	(0,2)	1 534 387	1 613 468	(79 081)	(4,9)
Marges (perte d'exploitation)	13 092	38 835	(25 743)	(66,3)	9 159	40 168	(31 009)	(77,2)

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont diminué de 27,5 millions de dollars (3,0 %) au cours du second trimestre et de 110,1 millions de dollars au cours du premier semestre (6,7 %), comparativement aux mêmes périodes en 2009. La diminution des revenus du trimestre découle principalement de la baisse des prix de vente moyens, compensée par l'augmentation du nombre de voyageurs de 5,2 % comparativement au trimestre de 2009. Pour le semestre, la diminution de nos revenus découle également d'une baisse des prix de vente moyens en plus d'une baisse du nombre de voyageurs de 1,1 %. La baisse du nombre de voyageurs est attribuable à une réduction des activités commerciales au cours du premier trimestre, en partie en raison de la diminution de l'offre de nos produits. Pour le trimestre, nous avons réalisé une marge de 1,5 % comparativement à une marge de 4,2 % en 2009 alors que pour le semestre, nous avons affiché une marge de 0,6 % comparativement à 2,4 % en 2009. L'érosion de nos marges résulte principalement des baisses des prix de vente compte tenu de l'offre excédentaire sur le marché, du fait que nous n'avons pas pu profiter pleinement de la vigueur du dollar par rapport au dollar US compte tenu de nos opérations de couvertures et de la concurrence qui est demeurée vigoureuse.

### EUROPE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2010	2009	Écart	Écart	2010	2009	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus	173 636	214 867	(41 231)	(19,2)	309 402	352 695	(43 293)	(12,3)
Dépenses d'exploitation	178 530	214 572	(36 042)	(16,8)	322 772	362 231	(39 459)	(10,9)
Marges (perte d'exploitation)	(4 894)	295	(5 189)	(1 759,0)	(13 370)	(9 536)	(3 834)	(40,2)

Comparativement à 2009, les revenus de nos filiales européennes, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont diminué de 41,2 millions de dollars (19,2 %) au cours du deuxième trimestre et de 43,3 millions de dollars (12,3 %) au cours du premier semestre, et ce, malgré des hausses du nombre de voyageurs de 12,6% pour le trimestre et de 18,7 % pour le semestre. La vigueur du dollar par rapport à l'euro et à la livre sterling, combinée à une baisse des prix de vente, ont plus que compensé l'effet sur les revenus de l'augmentation du nombre de voyageurs. L'augmentation importante du nombre de voyageurs résulte d'une augmentation des ventes de notre filiale Canadian Affair, lesquelles sont faites au Royaume-Uni et au Canada, compensée en partie par une diminution des volumes en France. Nos activités européennes ont affiché une perte d'exploitation de 4,9 millions de dollars (2,8 %) au cours du trimestre et de 13,4 millions de dollars (4,3 %) pour le semestre comparativement à une marge de 0,3 million de dollars (0,1 %) et une perte d'exploitation de 9,5 millions de dollars (2,7 %) par rapport aux mêmes périodes en 2009. La baisse des marges résulte en partie de la détérioration de la valeur de l'euro vis-à-vis d'autres devises, de prix de vente à la baisse, ainsi que des coûts supplémentaires encourus par nos sociétés européennes à la suite de l'activité volcanique en Islande.

## AUTRES DÉPENSES ET (REVENUS)

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %
Amortissement	12 041	12 907	(866)	(6,7)	24 225	25 801	(1 576)	(6,1)
Intérêts sur la dette à long terme et la débenture	273	1 174	(901)	(76,7)	1 189	2 603	(1 414)	(54,3)
Autres intérêts et frais financiers	456	675	(219)	(32,4)	877	1 141	(264)	(23,1)
Revenus d'intérêts	(605)	(1 522)	917	60,2	(1 037)	(3 419)	2 382	69,7
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(9 090)	(37 428)	28 338	75,7	(10 318)	(8 916)	(1 402)	(15,7)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	543	(232)	775	334,1	331	(111)	442	398,2
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA	(1 939)	4 862	(6 801)	(139,9)	(5 394)	(4 993)	(401)	(8,0)
Gain sur dispositions d'actifs liés à la restructuration	(960)	—	(960)	s.o.	(960)	—	(960)	s.o.
Quote-part du bénéfice net d'une société satellite	(2 456)	(3 832)	1 376	35,9	(2 345)	(3 433)	1 088	31,7

### AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables, des avantages incitatifs reportés et du gain sur options reporté. L'amortissement a diminué de 0,9 million de dollars au cours du second trimestre et de 1,6 million de dollars au cours du premier semestre comparativement aux mêmes périodes en 2009. Ces diminutions sont principalement attribuables à la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2009.

### INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME ET LA DÉBENTURE

Les intérêts sur la dette à long terme et la débenture ont diminué de 0,9 million de dollars au cours du deuxième trimestre et de 1,4 million de dollars au cours du premier semestre comparativement à 2009. Les diminutions découlent de taux d'intérêts moins élevés, combinés à des soldes moyens de dettes inférieurs aux périodes correspondantes de 2009.

### AUTRES INTÉRÊTS ET FRAIS FINANCIERS

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers ont diminué de 0,2 million de dollars au cours du deuxième trimestre et de 0,3 million de dollars au cours du premier semestre comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

### REVENUS D'INTÉRÊTS

Les revenus d'intérêts ont diminué de 0,9 million de dollars au cours du deuxième trimestre terminé le 30 avril 2010 comparativement à celui de 2009. Pour le premier semestre, les revenus d'intérêts ont diminué de 2,4 millions de dollars comparativement à la même période en 2009. Ces diminutions résultent principalement de taux d'intérêts moins élevés en 2010 qu'au cours des périodes correspondantes de 2009, malgré des soldes moyens de trésorerie et équivalents de trésorerie généralement plus élevés.

### VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au cours du présent trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 9,1 millions de dollars comparativement à 37,4 millions de dollars en 2009. Pour le semestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 10,3 millions de dollars comparativement à 8,9 millions de dollars pour la même de 2009.

### PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

Les pertes de change sur les éléments monétaires à long terme de 0,5 million de dollars pour le deuxième trimestre et de 0,3 million de dollars pour le semestre sont principalement attribuables à l'effet favorable des taux de change sur notre dette à long terme pour le financement d'aéronefs.

## PERTE (GAIN) SUR DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le gain sur des placements dans des PCAA correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur des placements dans des PCAA. Pour le deuxième trimestre, le gain sur des placements dans des PCAA a atteint 1,9 million de dollars alors que pour le semestre, le gain s'est élevé à 5,4 millions de dollars. *Se référer à la section Placements dans des PCAA pour plus de détails.*

## GAIN SUR DISPOSITIONS D'ACTIFS LIÉS À LA RESTRUCTURATION

Le 24 septembre 2009, nous avons annoncé un plan de restructuration afin d'apporter des changements structurels à notre réseau de distribution en France. Ces modifications structurelles ont entraîné la fermeture d'un centre administratif. Ces modifications ont également entraîné, et entraîneront, la fermeture de certaines agences et la cession de certaines autres agences. Au cours du second trimestre, nous avons enregistré un gain sur dispositions d'actifs à être vendus liés à la restructuration de 1,0 million de dollars. Ce gain est principalement constitué de gains réalisés sur la cession d'agences pour lesquelles aucune charge de restructuration n'avait été comptabilisée.

## QUOTE-PART DU BÉNÉFICE NET D'UNE SOCIÉTÉ SATELLITE

Notre quote-part du bénéfice net d'une société satellite correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Cette quote-part pour le présent trimestre s'élève 2,5 millions de dollars comparativement à 3,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2009. Pour le semestre, la quote-part s'est établie à 2,3 millions de dollars en regard de 3,4 millions de dollars en 2009. Ces diminutions résultent principalement de la baisse des prix de vente des nuitées des hôtels, compensée par le gain de change sur la dette à long terme.

## IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices ont atteint 2,5 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à 19,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre, nous avons enregistré une récupération d'impôts sur les bénéfices de 5,5 millions de dollars en regard d'impôts sur les bénéfices de 6,8 millions de dollars en 2009. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net d'une société satellite, le taux d'imposition réel a été de 32,8 % pour le présent trimestre et de 41,8 % pour le semestre, comparativement à 32,5 % et 36,7 % respectivement pour les périodes correspondantes de 2009. La hausse du taux d'imposition pour le semestre découle principalement des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs bénéfices (pertes) imposables.

## BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)

En conséquence des éléments présentés dans la section *Activités consolidées*, notre bénéfice net pour le trimestre terminé le 30 avril 2010 s'est établi à 6,2 millions de dollars, soit 0,16 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 42,2 millions de dollars, soit 1,29 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 37 841 000 pour le deuxième trimestre 2010 et de 32 740 000 pour le trimestre correspondant de 2009.

Pour le premier semestre terminé le 30 avril 2010, nous affichons une perte nette de 7,7 millions de dollars, soit 0,20 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 12,8 millions de dollars, soit 0,39 \$ par action, lors du semestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 37 767 000 pour le premier semestre 2010 et de 32 718 000 pour le semestre correspondant de 2009.

Sur une base diluée, le bénéfice par action a atteint 0,16 \$ pour le deuxième trimestre de 2010, par rapport à 1,27 \$ en 2009; et la perte diluée par action s'est élevée à 0,20 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2010, par rapport à un bénéfice dilué par action de 0,39 \$ pour la période correspondante de 2009. Le nombre ajusté moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer ces montants est de 38 004 000 (deuxième trimestre 2010), 33 119 000 (deuxième trimestre 2009), 37 767 000 (premier semestre 2010) et de 33 081 000 (premier semestre 2009). *Voir la note 8 des États financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.*

Pour le second trimestre, notre perte ajustée après impôts s'est établie à 2,7 millions de dollars et à 20,9 millions de dollars pour le premier semestre comparativement à des bénéfices ajustés après impôts de 20,7 millions de dollars et 8,9 millions de dollars respectivement pour les périodes correspondantes de 2009.

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en baisse (par rapport aux trimestres des périodes

correspondantes des exercices précédents) principalement à la suite de la baisse des prix de vente en raison de la forte concurrence découlant d'une offre excédentaire et malgré des augmentations du nombre des voyageurs. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T3-2008 \$	T4-2008 \$	T1-2009 \$	T2-2009 \$	T3-2009 \$	T4-2009 \$	T1-2010 \$	T2-2010 \$
Revenus	859 880	790 424	877 254	1 129 077	819 354	719 656	792 562	1 060 386
Marge (perte d'exploitation)	14 587	23 192	(8 498)	39 130	27 187	35 576	(12 409)	8 198
Bénéfice net (perte nette)	(895)	(82 369)	(29 436)	42 186	30 991	18 106	(13 872)	6 198
Bénéfice (perte) de base par action	(0,03)	(2,54)	(0,90)	1,29	0,95	0,53	(0,37)	0,16
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	(0,03)	(2,54)	(0,90)	1,27	0,94	0,52	(0,37)	0,16

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 30 avril 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 207,0 millions de dollars, comparativement à 180,6 millions de dollars au 31 octobre 2009. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 348,1 millions de dollars à la fin du premier semestre de l'exercice 2010, comparativement à 272,7 millions de dollars au 31 octobre 2009. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 8,2 millions de dollars, soit un ratio de 1,01, par rapport à un fonds de roulement de 35,0 millions de dollars et un ratio de 1,06 au 31 octobre 2009.

L'actif total a augmenté de 116,6 millions de dollars (10,3 %), passant de 1 129,5 millions le 31 octobre 2009 à 1 246,1 millions de dollars le 30 avril 2010. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de 75,4 millions de dollars, des frais payés d'avance de 34,1 millions de dollars. Les capitaux propres ont diminué de 10,7 millions de dollars, passant de 367,4 millions de dollars au 31 octobre 2009 à 356,7 millions de dollars au 30 avril 2010. Cette diminution découle principalement de notre perte nette de 7,7 millions de dollars et de la perte de change sur conversion des états financiers de nos établissements autonomes de 17,4 millions de dollars, compensée par la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie de 12,6 millions de dollars.

## FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril			Semestres terminés les 30 avril		
	2010 \$	2009 \$	Écart \$	2010 \$	2009 \$	Écart \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	127 997	90 245	37 752	106 739	119 688	(12 949)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(5 877)	(983)	(4 894)	(9 168)	(11 892)	2 724
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(51 410)	(34 514)	(16 896)	(55 190)	(12 125)	(43 065)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(11 480)	1 017	(12 497)	(15 967)	(1 605)	(14 362)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	59 230	55 765	3 465	26 414	94 066	(67 652)

## ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du deuxième trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 128,0 millions de dollars, par rapport à 90,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2009. L'augmentation de 37,8 millions de dollars survenue au cours du trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2009 est principalement attribuable à une augmentation de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation de 74,0 millions de dollars qui découle entre autres d'une diminution plus importante au cours du trimestre actuel que celle du trimestre correspondant de 2009 de nos soldes de trésorerie ou équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (depuis le quatrième trimestre 2009, notre entente avec notre fournisseur de services de traitement de cartes de crédit au Canada exige que nous conservions dans un compte bancaire distinct de la société et pendant 30 jours les montants payés par carte de crédit au Canada, et ce nonobstant la réglementation à laquelle la société doit se conformer; ceci a comme incidence de retarder l'accessibilité à toute somme perçue au moyen de carte de crédit au Canada, pendant un maximum de 30 jours, qui

serait normalement disponible selon la réglementation actuelle), compensée par la baisse de notre rentabilité et par une diminution de la variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation de 12,1 millions de dollars.

Pour le semestre, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 12,9 millions de dollars passant de 119,7 millions de dollars en 2009 à 106,7 millions de dollars en 2010. La diminution est principalement attribuable à notre baisse de rentabilité, combinée à des diminutions de la variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation de 14,4 millions de dollars et de la variation nette de la provision pour remise en état des avions loués de 11,6 millions de dollars, compensées par une augmentation de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement de 41,6 millions de dollars.

#### ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 5,9 millions de dollars pour le trimestre, une augmentation de 4,9 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2009. Au cours du deuxième trimestre, nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont atteint 3,9 millions de dollars comparativement à 6,6 millions de dollars en 2009, soit une diminution de 2,7 millions de dollars. À la suite de l'augmentation de certaines de nos lettres de crédit, nos soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés présentés à long terme ont augmenté de 3,7 millions de dollars. De plus, nous avons versé un montant de 0,5 million de dollars pour acquérir le solde des actions de Tourgreece que nous ne détenions pas. Toujours au cours du trimestre, nous avons encaissé des montants totalisant 1,5 million de dollars à la suite de la cession de certaines de nos agences de notre réseau de distribution en France en plus d'un montant de 0,7 million de dollars de placements dans des PCAA comparativement à 5,7 millions de dollars en 2009.

Pour le semestre, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 9,2 millions de dollars comparativement à 11,9 millions de dollars en 2009, une baisse de 2,7 millions de dollars. Pour le semestre, nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont diminué de 4,0 millions de dollars par rapport à 2009 et nous avons encaissé 1,8 million de dollars de placements dans des PCAA comparativement à 5,7 millions de dollars en 2009. Comparativement au semestre de 2009, nous avons versé un montant de 0,5 million de dollars pour acquérir le solde des actions de Tourgreece. En 2009, nous avons effectué un apport en capital de 5,2 millions de dollars dans une entreprise hôtelière afin d'acquérir un terrain en République dominicaine.

#### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 51,4 millions de dollars au cours du présent trimestre par rapport à 34,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2009, soit une augmentation de 16,9 millions de dollars. Cette augmentation découle principalement de la hausse de 18,3 millions de dollars des remboursements de nos facilités de crédit et autres dettes comparativement à 2009.

Pour le semestre, les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont établis à 55,2 millions de dollars, une hausse de 43,1 millions de dollars. Cette hausse découle principalement de nos remboursements de dettes à long terme, de la débenture et de nos facilités de crédit et autres dettes qui se sont élevés à 53,9 millions de dollars comparativement à 7,4 millions de dollars pour le semestre de 2009.

#### FINANCEMENT

Au 30 avril 2010, la société disposait de plusieurs types de financements. Elle dispose principalement de trois facilités de crédit à terme rotatif, d'emprunts garantis par des avions ainsi que de lignes de crédit.

La société dispose d'un crédit à terme rotatif de 157,0 millions de dollars, venant à échéance en 2012, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle, et, aux fins d'émission de lettre de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Selon les termes de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Selon les termes de l'entente, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et les critères financiers étaient respectés au 30 avril 2010.

La société dispose également de deux crédits à terme rotatif au montant de 9,4 millions de dollars et de 87,1 millions de dollars, le premier échéant en 2010 et le second échéant en 2011, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de ces ententes, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Ces ententes portent intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux

préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL affecté par une prime différente déterminée selon la forme de financement. Ces crédits comportent des mécanismes sous la forme d'options, qui sont maintenant effectifs à la suite de la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA, qui permettront à la société, au gré de celle-ci, de rembourser à l'échéance les montants tirés, sous certaines conditions, jusqu'à concurrence de 57,7 millions de dollars à partir des billets restructurés. Ces options ont initialement été présentées à leur juste valeur et le gain initial correspondant est reporté et comptabilisé en résultat net sur la durée des ententes de crédits sous la rubrique *Amortissement*. Ces options sont présentées à leur juste valeur à chaque date d'arrêtée des comptes sous la rubrique Instruments financiers dérivés et toute variation de la juste valeur des options est comptabilisée en résultat net sous la rubrique *Perte (gain) sur des placements dans des PCAA*. Selon les termes de l'entente, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et les critères financiers étaient respectés au 30 avril 2010.

Au 30 avril 2010, un montant de 34,1 millions de dollars était utilisé en vertu de ces facilités de crédit.

Les emprunts garantis par des aéronefs de la société s'élèvent, au 30 avril 2010, à 20,2 millions de dollars [20,0 millions de dollars US]. Les emprunts portent intérêts aux taux TIOL majorés de 2,15 % et 3,25 % et sont remboursables par versements semestriels égaux jusqu'en 2011.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,3 millions d'euros [15,2 millions de dollars].

#### ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 30 avril 2010. Ces obligations, présentées au passif, s'élevaient à 55,3 millions de dollars au 30 avril 2010 et à 110,8 millions de dollars au 31 octobre 2009.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, qui peut être estimée s'élevait à environ 397,5 millions de dollars au 30 avril 2010 (396,4 millions au 31 octobre 2009) et se résume comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 30 avril 2010 \$	Au 31 octobre 2009 \$
<b>Garanties</b>		
Lettres de crédit irrévocables	9 881	10 364
Contrats de cautionnement	1 287	860
<b>Contrats de location-exploitation</b>		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	386 294	385 209
	<b>397 462</b>	<b>396 433</b>

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

De plus, depuis le 5 mai 2010, la société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50,0 millions de dollars. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 30 avril 2010, cette facilité n'était pas utilisée.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

## ENDETTEMENT

Au 30 avril 2010, l'endettement de la société avait diminué par rapport au 31 octobre 2009.

La dette au bilan a diminué de 55,5 millions de dollars, passant de 110,8 millions de dollars à 55,3 millions de dollars alors que notre dette hors bilan a augmenté de 1,0 million de dollars, passant de 396,4 millions de dollars à 397,5 millions de dollars, le tout représentant une diminution de la dette totale de 54,5 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2009. La diminution de notre dette au bilan découle des remboursements effectués au cours du semestre, dont la débeture. L'augmentation de notre dette hors bilan de 1,0 millions de dollars découle de la signature d'un bail pour la location d'un aéronef compensée, par les remboursements effectués au cours de la période et de la force du dollar par rapport au dollar US.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos placements dans des PCAA, la dette nette de la société a diminué de 83,9 millions de dollars pour s'établir à 171,5 millions de dollars au 30 avril 2010, comparativement à 255,3 millions de dollars au 31 octobre 2009.

## ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 avril 2010, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 30 avril 2010, il y avait 1 162 620 actions à droit de vote variable de catégorie A et 36 631 205 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

## OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 9 juin 2010, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 1 738 408, dont 495 935 pouvaient être exercées.

## PLACEMENTS DANS DES PCAA

### RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiduciaires ayant une valeur nominale globale de 143,5 millions de dollars.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47,5 millions de dollars et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96,1 millions de dollars. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141,7 millions de dollars.

### PORTEFEUILLE

Les 25 et 29 janvier 2010, la société a encaissé des montants totalisant 1,1 million de dollars alors que le 27 avril 2010, elle a encaissé des montants totalisant 0,7 million de dollars relativement au remboursement du capital de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). Durant le semestre terminé le 30 avril 2010, la société a également encaissé sa quote-part

de 0,6 million de dollars des montants de trésorerie accumulés dans les conduits. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 127,0 millions de dollars au 30 avril 2010 et se répartit comme suit :

#### MAV 2 Éligibles

La société détient 113,3 millions de dollars de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

#### MAV 2 Inéligibles

La société détient 7,6 millions de dollars de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en décembre 2035.

#### MAV 3 Traditionnels

La société détient 6,1 millions de dollars de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2015.

### VALORISATION

Le 30 avril 2010, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant le semestre terminé le 30 avril 2010, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis (MAV 2 Inéligibles) et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 11 août 2009. Cette dernière avait décoté les PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) de catégorie A-2 à « BBB- ». Avant cette décote, cette catégorie de PCAA avait une cote de « A ». Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances.

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 2,96 % [taux moyen pondéré de 2,3 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 6,7 ans et selon des taux d'actualisation variant de 7,1 % à 41,1 % [taux moyen pondéré de 10,8 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 30 avril 2010, un renversement de la provision pour dévaluation de ses placements dans des PCAA de 1,9 million de dollars, 5,9 millions de dollars pour le semestre. Ces renversements ne tiennent compte d'aucun montant de notre quote-part des montants estimés de trésorerie accumulés dans les conduits. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 74,4 millions de dollars et la provision pour dévaluation totalisait 52,7 millions de dollars, représentant 41,5 % de la valeur nominale de 127,0 millions de dollars.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes

pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3,9 millions de dollars.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique *Perte (gain) sur des placements dans des PCAA* à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$	Perte (gain) sur des placements dans des PCAA \$
<b>Solde au 31 octobre 2008</b>	143 500	(56 905)	86 595	
Ajustement relatif à la mise en œuvre du plan de restructuration du 21 janvier 2009	(1 759)	—	(1 759)	1 759
Renversement de provision	—	5 172	5 172	(5 172)
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	1 297	1 297	(1 297)
Quote-part des montants de trésorerie	—	—	—	(4 745)
Réévaluation des options liées au remboursement de crédits rotatifs	—	—	—	(400)
<b>Solde au 31 janvier 2009 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2009</b>	141 741	(50 436)	91 305	(9 855)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(5 220)	(5 220)	5 220
Remboursement de capital	(5 664)	—	(5 664)	—
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	358	358	(358)
<b>Solde au 30 avril 2009 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2009</b>	136 077	(55 298)	80 779	(4 993)
Réduction de la valeur nominale de PCAA	(4 844)	4 844	—	—
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(5 945)	(5 945)	5 945
Remboursement de capital	(2 398)	—	(2 398)	—
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	620	620	(620)
Quote-part des montants de trésorerie	—	(1 655)	(1 655)	—
Réévaluation des options liées au remboursement de crédits rotatifs	—	—	—	(400)
<b>Solde au 31 octobre 2009 / Incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2009</b>	128 835	(57 434)	71 401	(68)
Renversement de provision	—	3 455	3 455	(3 455)
Remboursement de capital	(1 092)	—	(1 092)	—
Quote-part des montants de trésorerie	—	(620)	(620)	—
<b>Solde au 31 janvier 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2010</b>	127 743	(54 599)	73 144	(3 455)
Renversement de provision	—	1 939	1 939	(1 939)
Remboursement de capital	(709)	—	(709)	—
<b>Solde au 30 avril 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2010</b>	127 034	(52 660)	74 374	(5 394)

Le solde des placements dans des PCAA au 30 avril 2010 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$
<b>MAV 2 Éligibles</b>			
Catégorie A-1	34 415	(7 615)	26 800
Catégorie A-2	63 894	(23 958)	39 936
Catégorie B	11 598	(9 388)	2 210
Catégorie C	3 403	(3 158)	245
	113 310	(44 119)	69 191
<b>MAV 2 Inéligibles</b>	7 630	(7 605)	25
<b>MAV 3 Traditionnels</b>	6 094	(936)	5 158
	<b>127 034</b>	<b>(52 660)</b>	<b>74 374</b>

## AUTRES

Le 26 février 2010, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 0,5 million de dollars (0,3 million d'euros), le solde des actions (10 %) de Tourgreece Tourist Enterprises S.A. qu'elle ne détenait pas.

La flotte d'Air Transat compte actuellement 13 Airbus A310 (249 sièges), qui seront graduellement retirés, et cinq Airbus A330 (342 sièges); un sixième A330 doit entrer en service à l'automne 2010. Le 5 mai 2010, nous avons annoncé la signature d'une entente avec un bailleur pour la location à long terme d'un nouveau gros porteur Airbus A330, qui devrait entrer en service en avril 2011. De plus, le 2 juin 2010, nous avons annoncé la signature d'une entente avec un bailleur pour la location à long terme de deux autres Airbus A330. Ces derniers devraient entrer en service d'ici la fin de 2010. Ces nouveaux appareils porteront à neuf le nombre d'Airbus A330 de la flotte d'Air Transat.

## MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables: le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations sans contrôle ». Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers des exercices ouverts le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou après cette date. La société évalue actuellement les exigences des nouvelles normes.

### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le chapitre 1582 remplace l'ancien chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises », et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre établit les principes et les conditions qui régissent la manière dont l'acquéreur comptabilise et évalue dans ses états financiers les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise; la manière qu'il comptabilise et évalue l'écart d'acquisition acquis dans le regroupement d'entreprises ou le gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses; et, il détermine quelles sont les informations à fournir pour permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers du regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou à une date ultérieure.

### ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET PARTICIPATIONS SANS CONTRÔLE

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « États financiers consolidés et individuels », et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada [CNC] a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés à compter des exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière [IFRS]. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS.

La société a établi un plan de transition vers les IFRS qui comporte trois étapes : conception et planification, identification des différences et élaboration de solutions, et mise en œuvre et révision. La première étape qui portait sur la conception et la planification est maintenant terminée. Elle consistait à élaborer un plan de transition vers les normes IFRS basé selon les résultats d'un diagnostic préliminaire de haut niveau des différences entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société. Cette analyse a permis d'obtenir un aperçu des aspects les plus importants où le passage aux IFRS risque d'avoir des répercussions pour la société, notamment les obligations plus exhaustives en matière de présentation et d'information à fournir. Durant cette étape, la direction de la société a établi une structure formelle de gouvernance du projet de conversion, incluant un comité directeur des IFRS, afin de surveiller le processus de transition relativement aux incidences sur la présentation de l'information financière, aux processus opérationnels, aux contrôles internes et aux systèmes d'information.

La société est actuellement à l'étape de l'identification des différences, entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société, et à l'élaboration de solutions, laquelle devrait être achevée pour le premier trimestre de l'exercice 2011. Pendant cette étape, la société effectue une analyse détaillée des IFRS qui consiste à relever les différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la société afin de traiter en priorité les points qui seront les plus importants par la transition, et à déterminer les options permises dans le cadre des IFRS à leur date d'entrée en vigueur et sur une base permanente afin d'en tirer des conclusions. Cette étape comprend aussi une planification détaillée de la technologie de l'information et des ressources humaines en ce qui a trait à la transition. En outre, il faudra repérer les procédures et les systèmes internes devant être mis à jour et adaptés, notamment les ajustements des procédures de contrôle interne en place et la mise en œuvre de mesures de contrôle interne additionnelles à l'égard de l'information financière, ainsi que des contrôles et des procédures de communication de l'information qui sont nécessaires pour certifier l'information financière pendant la période de transition et après la mise en œuvre des nouvelles normes.

Dans le cadre de la troisième étape, la société mettra en œuvre les modifications comptables et autres changements requis dans ses procédures, ses contrôles et ses systèmes internes de telle sorte qu'ils soient en place et fonctionnent effectivement pour le premier exercice de l'application des IFRS.

La société a évalué certaines des exemptions de l'application rétrospective intégrale des IFRS selon l'IFRS 1 – Première application des Normes internationales d'information financière, à la date d'entrée en vigueur, ainsi que leur possible incidence sur les états financiers consolidés de la Société. En fonction de l'avancement des travaux, lors de l'adoption des IFRS, les exceptions susceptibles d'avoir une incidence pour la société, sont les suivantes :

Exemption	Application de l'exemption
Regroupements d'entreprises	La société prévoit appliquer l'exemption de ne pas redresser rétrospectivement les acquisitions d'entreprises conclues avant le 1 <sup>er</sup> novembre 2010.
Avantages sociaux	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts actuariels cumulés liés à ses régimes de retraite à prestation déterminée dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS.
Écart de conversion cumulé	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts de conversion cumulés dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS.

La société analyse présentement l'incidence prévue des écarts importants entre les normes comptables IFRS et le traitement comptable actuel selon les PCGR du Canada. Des écarts dans les conventions comptables appliquées à la date de transition aux IFRS et par la suite, au niveau de la constatation, de la mesure, de la présentation et de la divulgation de l'information financière ainsi que des impacts liés aux états financiers sont prévus pour les sujets importants suivants :

Méthode comptable	Principales différences pouvant avoir une incidence potentielle pour la société	État d'avancement
Présentation des états financiers et information à fournir	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un format différent et des divulgations additionnelles aux notes des états financiers sont exigées selon les normes IFRS.</li> </ul>	Un modèle d'états financiers a été préparé et demeure sujet à des changements en fonction des conclusions de notre travail global.
Immobilisations corporelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une comptabilisation distincte des composantes liées aux actifs importants et amortissement des composantes sur des durées de vie utile différente.</li> </ul>	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Dépréciation de l'actif	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un regroupement des actifs en unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base d'entrées de trésorerie largement indépendantes aux fins des tests de dépréciation, lesquels sont effectués en une seule étape en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés.</li> <li>Les écarts d'acquisition sont alloués et testés sur la base de l'UGT, ou le groupe d'UGT profitant de synergies collectives, auquel ils se rapportent.</li> <li>En certaines occasions, la dépréciation constatée antérieurement sur des actifs autres que l'écart d'acquisition doit être renversée.</li> </ul>	L'analyse est en cours et nous ne sommes pas en mesure de quantifier, le cas échéant, l'incidence des différences.
Contrat de location	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les directives IFRS prescrivent l'utilisation de seuils qualitatifs plutôt que de seuils quantitatifs, tels qu'établis selon les PCGR du Canada, relativement à la comptabilisation de contrats de location-acquisition.</li> </ul>	L'analyse est en cours et nous ne sommes pas en mesure de quantifier, le cas échéant, l'incidence des différences.
Regroupements d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les frais de transaction liés à l'acquisition et les frais de restructuration sont comptabilisés aux résultats lorsqu'encourus. Une contrepartie conditionnelle est évaluée à sa juste valeur en date d'acquisition et les variations subséquentes de la juste valeur sont constatées aux résultats.</li> <li>Les changements dans les participations dans une filiale qui n'entraînent pas de perte de contrôle sont comptabilisés comme des opérations sur les capitaux propres.</li> <li>Les participations sans contrôle sont présentées comme un élément distinct des capitaux propres.</li> </ul>	L'analyse est en cours et nous ne sommes pas en mesure de quantifier, le cas échéant, l'incidence des différences.
Impôts sur le bénéfice	<ul style="list-style-type: none"> <li>La constatation et la mesure des actifs et des passifs d'impôts différés peuvent diverger.</li> </ul>	L'analyse est en cours et nous ne sommes pas en mesure de quantifier, le cas échéant, l'incidence des différences.
Provisions et éventualités	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un seuil de probabilité différent est utilisé pour la constatation des passifs éventuels, pouvant affecter le moment auquel une provision est comptabilisée.</li> </ul>	L'analyse devrait débiter au cours du troisième trimestre. Nous ne sommes pas en mesure de quantifier, le cas échéant, l'incidence des différences.
Avantages sociaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constatation immédiate du coût des services passés, pour lesquels les droits aux prestations sont acquis, dans les bénéfices non répartis d'ouverture en date de transition, et aux résultats pour les périodes subséquentes.</li> <li>Subséquentement à la transition aux IFRS, une entité peut constater les gains et les pertes actuariels aux résultats étendus lorsqu'ils se produisent, sans impact à l'état des résultats.</li> </ul>	L'analyse devrait débiter au cours du troisième trimestre. Nous ne sommes pas en mesure de quantifier, le cas échéant, l'incidence des différences.

Le tableau ci-dessus indique les différences importantes et traite uniquement les éléments qui ont été identifiés résultant de l'avancement de notre plan de transition à ce jour et ne doit pas être considéré comme exhaustif. Il pourrait être modifié d'ici à l'achèvement des étapes subséquentes du plan de transition pour refléter de possibles modifications aux IFRS avant leur adoption par la société.

À mesure que la société évalue les obligations des IFRS, des ajustements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière et aux contrôles et procédures de communication de l'information seront requis et de nouveaux contrôles pourraient être nécessaires.

La société s'est assurée d'avoir les ressources internes et externes appropriées pour mener à bien le plan de transition dans les délais requis. La société offrira en outre des séances de formation suffisantes à toutes les ressources concernées. Pendant la transition, la société surveillera les modifications en cours vers les IFRS et ajustera le plan de transition en conséquence. La direction fournit périodiquement au comité de vérification des mises à jour de la progression du processus de transition ainsi que des indications, des décisions et des conclusions sur les options liées aux IFRS. Le processus de transition de la société est actuellement conforme à son calendrier de mise en oeuvre qui prévoit la communication initiale de l'information financière selon les IFRS à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011.

Durant la période de passage aux IFRS, la société surveille régulièrement l'élaboration des normes publiées par le bureau des standards comptables internationaux et par le CNC ainsi que les changements à la réglementation apportés par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lesquels pourraient avoir une incidence sur l'adoption des normes IFRS, les ajustements qui seront apportés et leur nature.

De l'information additionnelle sur les effets de l'adoption des IFRS sur les états financiers consolidés de la société sera communiquée dans les prochains rapports de gestion.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information financière ainsi que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Les contrôles et procédures de communication de l'information financière fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la société et de ses filiales soit dûment communiquée. De plus, le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR du Canada.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

## PERSPECTIVES

Sur le marché Canada-Europe, la capacité de la société est supérieure d'environ 15 % à celle de l'été dernier. Le taux de remplissage est légèrement supérieur à celui de 2009 à la même date, les réservations au départ du Canada et de l'Europe étant supérieures. En devises locales, les prix au départ du Canada et de l'Europe sont supérieurs. Toutefois, compte tenu de la baisse des devises européennes, le revenu moyen par réservation est similaire à celui de l'été dernier à la même date, une fois converti en dollars canadiens.

Au départ du Canada, la capacité, les réservations et le taux de remplissage vers les destinations soleil sont similaires à ceux de 2009. À ce jour, comme ce fut le cas pour l'hiver, les prix de vente demeurent sous fortes pressions, à cause de l'augmentation importante de l'offre.

En France, les ventes moyen-courriers affichent un retard par rapport à 2009 et les prix de vente sont sous très fortes pressions. Les ventes et les prix de vente sur le marché long-courrier sont supérieurs à ceux de l'été 2009.

Une proportion importante des stocks demeure encore à vendre, tant au Canada qu'en Europe, rendant difficile tout pronostic pour le deuxième semestre. La baisse des devises européennes par rapport au dollar canadien aura un impact négatif sur les bénéfices réalisés en Europe, une fois ces derniers convertis en dollars canadiens.

**TRANSAT A.T. INC.**  
**BILANS CONSOLIDÉS**

	Au 30 avril 2010 \$	Au 31 octobre 2009 \$
<i>(en milliers de dollars) (non vérifiés)</i>		
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	206 966	180 552
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 3]</i>	315 966	244 250
Débiteurs	121 670	105 349
Impôts sur les bénéfices à recevoir	17 357	25 083
Actifs d'impôts futurs	6 493	12 860
Stocks	9 251	9 823
Frais payés d'avance	64 592	30 447
Instruments financiers dérivés	16 160	6 770
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	27 017	30 578
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>785 472</b>	<b>645 712</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés <i>[note 3]</i>	32 160	28 476
Placements dans des PCAA <i>[note 4]</i>	74 374	71 401
Dépôts	23 058	12 014
Actifs d'impôts futurs	10 502	10 454
Immobilisations corporelles	103 981	122 911
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	149 227	160 156
Instruments financiers dérivés	658	9 488
Placements et autres actifs <i>[note 5]</i>	66 642	68 891
	<b>1 246 074</b>	<b>1 129 503</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs et charges à payer	306 241	266 445
Portion à court terme de la provision pour remise en état des aéronefs loués	18 023	21 029
Impôts sur les bénéfices à payer	2 308	4 021
Passifs d'impôts futurs	702	266
Dépôts de clients et revenus reportés	422 184	251 018
Instruments financiers dérivés	13 383	40 243
Débeture	—	3 156
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	14 391	24 576
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>777 232</b>	<b>610 754</b>
Dette à long terme <i>[note 6]</i>	40 941	83 108
Provision pour remise en état des aéronefs loués	11 311	8 550
Autres passifs <i>[note 7]</i>	44 873	41 743
Instruments financiers dérivés	1 065	50
Passifs d'impôts futurs	13 942	17 937
	<b>889 364</b>	<b>762 142</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions <i>[note 8]</i>	217 011	216 236
Bénéfices non répartis	157 422	165 096
Surplus d'apport	7 713	6 642
Cumul des autres éléments du résultat étendu <i>[note 9]</i>	(25 436)	(20 613)
	<b>356 710</b>	<b>367 361</b>
	<b>1 246 074</b>	<b>1 129 503</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

**AVIS**

Les vérificateurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes de certification établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par le vérificateur de l'entité.

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**

(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)	Trimestres terminés les 30 avril		Semestres terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
<b>Revenus</b>	<b>1 060 386</b>	<b>1 129 077</b>	<b>1 852 948</b>	<b>2 006 331</b>
Dépenses d'exploitation				
Coûts directs	709 906	710 381	1 221 688	1 252 302
Salaires et avantages sociaux	83 761	89 406	167 850	180 155
Carburant d'aéronefs	70 303	83 728	127 445	161 602
Commissions	56 533	66 518	93 108	113 875
Entretien d'aéronefs	24 942	27 883	43 323	53 523
Frais d'aéroports et de navigation	18 678	22 238	34 076	41 841
Loyer d'aéronefs	13 855	13 675	27 597	26 922
Autres	74 210	76 118	142 072	145 479
	<b>1 052 188</b>	<b>1 089 947</b>	<b>1 857 159</b>	<b>1 975 699</b>
	<b>8 198</b>	<b>39 130</b>	<b>(4 211)</b>	<b>30 632</b>
Amortissement	12 041	12 907	24 225	25 801
Intérêts sur la dette à long terme et la débeture	273	1 174	1 189	2 603
Autres intérêts et frais financiers	456	675	877	1 141
Revenus d'intérêts	(605)	(1 522)	(1 037)	(3 419)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(9 090)	(37 428)	(10 318)	(8 916)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	543	(232)	331	(111)
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA <i>[note 4]</i>	(1 939)	4 862	(5 394)	(4 993)
Gain sur dispositions d'actifs liés à la restructuration <i>[note 10]</i>	(960)	—	(960)	—
Quote-part du bénéfice net d'une société satellite	(2 456)	(3 832)	(2 345)	(3 433)
	<b>(1 737)</b>	<b>(23 396)</b>	<b>6 568</b>	<b>8 673</b>
<b>Bénéfice (perte) avant les postes suivants</b>	<b>9 935</b>	<b>62 526</b>	<b>(10 779)</b>	<b>21 959</b>
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	2 648	8 973	(2 879)	8 411
Futurs	(194)	10 117	(2 601)	(1 612)
	<b>2 454</b>	<b>19 090</b>	<b>(5 480)</b>	<b>6 799</b>
<b>Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales</b>	<b>7 481</b>	<b>43 436</b>	<b>(5 299)</b>	<b>15 160</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(1 283)	(1 250)	(2 375)	(2 410)
<b>Bénéfice net (perte nette) de la période</b>	<b>6 198</b>	<b>42 186</b>	<b>(7 674)</b>	<b>12 750</b>
Bénéfice (perte par action) <i>[note 8]</i>				
De base	0,16	1,29	(0,20)	0,39
Diluée	0,16	1,27	(0,20)	0,39

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS**  
**DU RÉSULTAT ÉTENDU**

(en milliers de dollars) (non vérifiés)	Trimestres terminés les 30 avril		Semestres terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
<b>Bénéfice net (perte nette) de la période</b>	<b>6 198</b>	<b>42 186</b>	<b>(7 674)</b>	<b>12 750</b>
<b>Autres éléments du résultat étendu</b>				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	7 765	(10 409)	34 076	(2 952)
Reclassement dans les résultats	(4 760)	(40 541)	(16 106)	(82 032)
Impôts futurs	(769)	15 847	(5 376)	27 974
	2 236	(35 103)	12 594	(57 010)
Gains (pertes) de change sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dus à (l'appréciation) la dépréciation en date d'arrêt des comptes du dollar canadien face à l'euro, à la livre sterling et au dollar américain	(11 189)	(2 704)	(17 417)	(6 605)
	(8 953)	(37 807)	(4 823)	(63 615)
<b>Résultat étendu de la période</b>	<b>(2 755)</b>	<b>4 379</b>	<b>(12 497)</b>	<b>(50 865)</b>

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS**  
**DES CAPITAUX PROPRES**

(en milliers de dollars) (non vérifiés)	Capital- actions \$	Bénéfices non répartis \$	Surplus d'apport \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$	Capitaux propres \$
<b>Solde au 31 octobre 2008</b>	154 198	106 188	4 619	82 123	347 128
Bénéfice net de la période	—	12 750	—	—	12 750
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	(63 615)	(63 615)
Émission de la trésorerie	722	—	—	—	722
Options exercées	10	—	—	—	10
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	932	—	932
Dividendes	—	(2 939)	—	—	(2 939)
<b>Solde au 30 avril 2009</b>	154 930	115 999	5 551	18 508	294 988
Bénéfice net de la période	—	49 097	—	—	49 097
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	(39 121)	(39 121)
Émission de la trésorerie	61 227	—	—	—	61 227
Exercice d'options	79	—	—	—	79
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	1 091	—	1 091
<b>Solde au 31 octobre 2009</b>	216 236	165 096	6 642	(20 613)	367 361
Perte nette de la période	—	(7 674)	—	—	(7 674)
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	(4 823)	(4 823)
Émission de la trésorerie	633	—	—	—	633
Exercice d'options	142	—	—	—	142
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	1 071	—	1 071
<b>Solde au 30 avril 2010</b>	217 011	157 422	7 713	(25 436)	356 710

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS**  
**DES FLUX DE TRÉSORERIE**

(en milliers de dollars) (non vérifiés)	Trimestres terminés les 30 avril		Semestres terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Bénéfice net (perte nette) de la période	6 198	42 186	(7 674)	12 750
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (rentrées de fonds) :				
Amortissement	12 041	12 907	24 225	25 801
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(9 090)	(37 428)	(10 318)	(8 916)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	543	(232)	331	(111)
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA	(1 939)	4 862	(4 774)	(248)
Gain sur dispositions d'actifs liés à la restructuration [note 10]	(960)	—	(960)	—
Quote-part du bénéfice net d'une société satellite	(2 456)	(3 832)	(2 345)	(3 433)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	1 283	1 250	2 375	2 410
Impôts futurs	(194)	10 117	(2 601)	(1 612)
Charge de retraite	458	731	1 133	1 463
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	536	467	1 071	932
	6 420	31 028	463	29 036
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	129 931	55 976	121 146	79 533
Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation	(12 244)	(174)	(14 625)	(195)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	3 890	3 415	(245)	11 314
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>127 997</b>	<b>90 245</b>	<b>106 739</b>	<b>119 688</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	(3 942)	(6 647)	(8 325)	(12 345)
Dispositions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels liés à la restructuration [note 10]	1 544	—	1 544	—
Encaissements de placements dans des PCAA	709	5 664	1 801	5 664
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	(3 684)	—	(3 684)	—
Contrepartie versée pour une société acquise [note 7]	(504)	—	(504)	(5 211)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(5 877)</b>	<b>(983)</b>	<b>(9 168)</b>	<b>(11 892)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes	(42 762)	(24 453)	(43 854)	506
Remboursement de la débenture et de la dette à long terme	(6 877)	(7 887)	(10 033)	(7 887)
Produit de l'émission d'actions	307	363	775	732
Dividendes versés à un actionnaire sans contrôle	(2 078)	(2 537)	(2 078)	(2 537)
Dividendes	—	—	—	(2 939)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(51 410)</b>	<b>(34 514)</b>	<b>(55 190)</b>	<b>(12 125)</b>
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(11 480)	1 017	(15 967)	(1 605)
<b>Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>59 230</b>	<b>55 765</b>	<b>26 414</b>	<b>94 066</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>147 736</b>	<b>184 068</b>	<b>180 552</b>	<b>145 767</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>206 966</b>	<b>239 833</b>	<b>206 966</b>	<b>239 833</b>
<b>Informations supplémentaires</b>				
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	(12 307)	3 767	(7 839)	8 509
Intérêts payés	1 291	2 252	2 147	2 982

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options et des montants par option et par action] [non vérifiées]

## Note 1 BASE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2009.

## Note 2 MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables: le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations sans contrôle ». Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers des exercices ouverts le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou après cette date. La société évalue actuellement les exigences des nouvelles normes.

### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le chapitre 1582 remplace l'ancien chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises », et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre établit les principes et les conditions qui régissent la manière dont l'acquéreur comptabilise et évalue dans ses états financiers les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise; la manière qu'il comptabilise et évalue l'écart d'acquisition acquis dans le regroupement d'entreprises ou le gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses; et, il détermine quelles sont les informations à fournir pour permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers du regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou à une date ultérieure.

### ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET PARTICIPATIONS SANS CONTRÔLE

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « États financiers consolidés et individuels », et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

### NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada [CNC] a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés à compter des exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière [IFRS]. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS.

La société a établi un plan de transition vers les IFRS qui comporte trois étapes : conception et planification, identification des différences et élaboration de solutions, et mise en œuvre et révision. La première étape qui portait sur la conception et la planification est maintenant terminée. Elle consistait à élaborer un plan de transition vers les normes IFRS basé selon les résultats d'un diagnostic préliminaire de haut niveau des différences entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société. Cette analyse a permis d'obtenir un aperçu des aspects les plus importants où le passage aux IFRS risque d'avoir des répercussions pour la société, notamment les obligations plus exhaustives en matière de présentation et d'information à fournir. Durant cette étape, la direction de la société a établi une structure formelle de gouvernance du projet de conversion, incluant un comité directeur des IFRS, afin de surveiller le processus de transition relativement aux incidences sur la présentation de l'information financière, aux processus opérationnels, aux contrôles internes et aux systèmes d'information.

La société est actuellement à l'étape de l'identification des différences, entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société, et à l'élaboration de solutions.

Le passage des PCGR du Canada aux normes IFRS est une opération d'envergure susceptible de modifier de façon notable la présentation de l'information financière. La société n'est pas en mesure actuellement d'estimer raisonnablement l'incidence que le passage aux IFRS aura sur sa présentation de l'information financière, puisqu'elle est à l'étape de l'identification des différences et à l'élaboration de solutions et qu'elle n'a pas encore choisi ses conventions comptables. Les aspects les plus importants identifiés à la première étape ont été établis selon les renseignements actuellement disponibles, par conséquent, ils peuvent changer en fonction de nouveaux faits et de nouvelles circonstances.

La société surveille régulièrement de près l'élaboration des normes publiées par le bureau des standards comptables internationaux et par le CNC ainsi que les changements à la réglementation apportés par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lesquels pourraient avoir une incidence sur le montant, la nature ou la communication de l'adoption des normes IFRS par la société.

### Note 3 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 30 avril 2010, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 266 868 \$ [200 396 \$ au 31 octobre 2009] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec l'entente commerciale de la société avec son fournisseur de services de traitement de cartes de crédit. De plus, elle inclut 81 258 \$, dont 32 160 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [72 330 \$ au 31 octobre 2009, dont 28 476 \$ à long terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

### Note 4 PLACEMENTS DANS DES PCAA

#### RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143 500 \$.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur des ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47 450 \$ et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96 050 \$. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141 741 \$.

#### PORTEFEUILLE

Les 25 et 29 janvier 2010, la société a encaissé des montants totalisant 1 092 \$ alors que le 27 avril 2010, elle a encaissé des montants totalisant 709 \$ relativement au remboursement du capital de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). Durant le semestre terminé le 30 avril 2010, la société a également encaissé sa quote-part de 620 \$ des montants de trésorerie accumulés dans les conduits. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 127 034 \$ au 30 avril 2010 et se répartit comme suit :

### MAV 2 Éligibles

La société détient 113 310 \$ de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

### MAV 2 Inéligibles

La société détient 7 630 \$ de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en décembre 2035.

### MAV 3 Traditionnels

La société détient 6 094 \$ de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2015.

## VALORISATION

Le 30 avril 2010, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant le semestre terminé le 30 avril 2010, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis (MAV 2 Inéligibles) et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 11 août 2009. Cette dernière avait décoté les PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) de catégorie A-2 à « BBB- ». Avant cette décote, cette catégorie de PCAA avait une cote de « A ». Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances.

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 2,96 % [taux moyen pondéré de 2,3 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 6,7 ans et selon des taux d'actualisation variant de 7,1 % à 41,1 % [taux moyen pondéré de 10,8 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 30 avril 2010, un renversement de la provision pour dévaluation de ses placements dans des PCAA de 1 939 \$, 5 394 \$ pour le semestre. Ces renversements ne tiennent compte d'aucun montant de notre quote-part des montants estimés de trésorerie accumulés dans les conduits. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 74 374 \$ et la provision pour dévaluation totalisait 52 660 \$, représentant 41,5 % de la valeur nominale de 127 034 \$.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3 900 \$.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique *Perte (gain) sur des placements dans des PCAA* à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$	Perte (gain) sur des placements dans des PCAA \$
<b>Solde au 31 octobre 2008</b>	143 500	(56 905)	86 595	
Ajustement relatif à la mise en œuvre du plan de restructuration du 21 janvier 2009	(1 759)	—	(1 759)	1 759
Renversement de provision	—	5 172	5 172	(5 172)
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	1 297	1 297	(1 297)
Quote-part des montants de trésorerie	—	—	—	(4 745)
Réévaluation des options liées au remboursement de crédits rotatifs	—	—	—	(400)
<b>Solde au 31 janvier 2009 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2009</b>	141 741	(50 436)	91 305	(9 855)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(5 220)	(5 220)	5 220
Remboursement de capital	(5 664)	—	(5 664)	—
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	358	358	(358)
<b>Solde au 30 avril 2009 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2009</b>	136 077	(55 298)	80 779	(4 993)
Réduction de la valeur nominale de PCAA	(4 844)	4 844	—	—
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(5 945)	(5 945)	5 945
Remboursement de capital	(2 398)	—	(2 398)	—
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	620	620	(620)
Quote-part des montants de trésorerie	—	(1 655)	(1 655)	—
Réévaluation des options liées au remboursement de crédits rotatifs	—	—	—	(400)
<b>Solde au 31 octobre 2009 / Incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2009</b>	128 835	(57 434)	71 401	(68)
Renversement de provision	—	3 455	3 455	(3 455)
Remboursement de capital	(1 092)	—	(1 092)	—
Quote-part des montants de trésorerie	—	(620)	(620)	—
<b>Solde au 31 janvier 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2010</b>	127 743	(54 599)	73 144	(3 455)
Renversement de provision	—	1 939	1 939	(1 939)
Remboursement de capital	(709)	—	(709)	—
<b>Solde au 30 avril 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2010</b>	127 034	(52 660)	74 374	(5 394)

Le solde des placements dans des PCAA au 30 avril 2010 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$
<b>MAV 2 Éligibles</b>			
Catégorie A-1	34 415	(7 615)	26 800
Catégorie A-2	63 894	(23 958)	39 936
Catégorie B	11 598	(9 388)	2 210
Catégorie C	3 403	(3 158)	245
	113 310	(44 119)	69 191
<b>MAV 2 Inéligibles</b>	7 630	(7 605)	25
<b>MAV 3 Traditionnels</b>	6 094	(936)	5 158
	127 034	(52 660)	74 374

## Note 5 PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS

	Au 30 avril 2010 \$	Au 31 octobre 2009 \$
Placements dans Caribbean Investments B.V.	64 307	66 347
Frais reportés, solde non amorti	2 035	2 234
Divers	185	192
Autres placements	115	118
	<b>66 642</b>	<b>68 891</b>

La variation du placement dans Caribbean Investments B.V. [« CIBV »] se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2009	66 347
Quote-part du bénéfice net	2 345
Écart de conversion	(4 385)
Solde au 30 avril 2010	64 307

## Note 6 DETTE À LONG TERME

	Au 30 avril 2010 \$	Au 31 octobre 2009 \$
Emprunts garantis par des aéronefs au montant de 20 000 \$ USD [26 667 \$ USD au 31 octobre 2009]	20 232	28 730
Montants utilisés en vertu des facilités de crédit à terme rotatif échéant de 2010 à 2012	34 310	77 963
Autres	790	991
	<b>55 332</b>	<b>107 684</b>
Moins versements échéant à moins d'un an	14 391	24 576
	<b>40 941</b>	<b>83 108</b>

## Note 7 AUTRES PASSIFS

	Au 30 avril 2010 \$	Au 31 octobre 2009 \$
Passif au titre des prestations constituées	17 768	17 050
Avantages incitatifs reportés	18 023	12 739
Part des actionnaires sans contrôle	6 982	7 754
Gains reportés sur options liées au remboursement de crédits rotatifs	2 100	4 200
	<b>44 873</b>	<b>41 743</b>

Le 26 février 2010, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 504 \$ (350 €), la part des actionnaires sans contrôle de Tourgreece Tourist Enterprises S.A, soit le solde des actions (10 %) qu'elle ne détenait pas.

## Note 8 CAPITAUX PROPRES

### A) CAPITAL-ACTIONS

#### AUTORISÉ

##### Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [« actions de catégorie A »], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [« LTC »], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

##### Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [« actions de catégorie B »], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

##### Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

#### ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2009	37 728 799	216 236
Émission de la trésorerie	41 293	633
Exercice d'options	23 733	142
Solde au 30 avril 2010	37 793 825	217 011

Au 30 avril 2010, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 1 162 620 et 36 631 205.

B) OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2009	1 101 140	18,31
Exercées	(23 733)	5,99
Annulées	(21 569)	22,39
Solde au 30 avril 2010	1 055 838	18,50
Options pouvant être exercées au 30 avril 2010	495 935	22,98

C) BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action ont été calculés comme suit :

(en milliers, sauf les montants par action)	Trimestres terminés les 30 avril		Semestres terminés les 30 avril	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
<b>Numérateur</b>				
Bénéfice (perte) attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote	6 198	42 186	(7 674)	12 750
Intérêts sur débenture pouvant être réglée en actions à droits de vote	—	32	—	64
Bénéfice (perte) servant au calcul du bénéfice dilué (perte diluée) par action	6 198	42 218	(7 674)	12 814
<b>Dénominateur</b>				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	37 841	32 740	37 767	32 718
Débenture pouvant être réglée en actions à droit de vote	—	356	—	338
Options d'achat d'actions	163	23	—	25
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué (de la perte diluée) par action	38 004	33 119	37 767	33 081
<b>Perte par action</b>				
De base	0,16	1,29	(0,20)	0,39
Diluée	0,16	1,27	(0,20)	0,39

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action de la période de trois mois terminée le 30 avril 2010, 544 805 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen de la société. La débenture pouvant être réglée en actions à droit de vote n'a pas été prise en compte dans le calcul du bénéfice dilué par action du semestre terminé le 30 avril 2010 en raison de son effet antidilutif. L'incidence potentielle de la débenture sur le dénominateur est de 4 000 actions. Étant donné la perte enregistrée au cours du semestre terminé le 30 avril 2010, les 1 055 838 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul de la perte diluée par action en raison de leur effet antidilutif.

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2009, 633 422 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société pour les périodes correspondantes.

**Note 9 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU**

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu se détaille comme suit pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010 :

	Couvertures de flux de trésorerie \$	Écarts de conversion reportés \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu</b>			
Solde au 31 octobre 2009	(17 043)	(3 570)	(20 613)
Variation au cours de la période	10 358	(6 228)	4 130
Solde au 31 janvier 2010	(6 685)	(9 798)	(16 483)
Variation au cours de la période	2 236	(11 189)	(8 953)
<b>Solde au 30 avril 2010</b>	<b>(4 449)</b>	<b>(20 987)</b>	<b>(25 436)</b>

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu se détaille comme suit pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2009 :

	Couvertures de flux de trésorerie \$	Écarts de conversion reportés \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu</b>			
Solde au 31 octobre 2008	72 479	9 644	82 123
Variation au cours de la période	(21 907)	(3 901)	(25 808)
Solde au 31 janvier 2009	50 572	5 743	56 315
Variation au cours de la période	(35 103)	(2 704)	(37 807)
<b>Solde au 30 avril 2009</b>	<b>15 469</b>	<b>3 039</b>	<b>18 508</b>

## Note 10 GAIN SUR DISPOSITIONS D'ACTIFS LIÉS À LA RESTRUCTURATION

Le 24 septembre 2009, la société a annoncé un plan de restructuration afin d'apporter des changements structurels à son réseau de distribution en France. Ces modifications structurelles ont entraîné la fermeture d'un centre administratif. Ces modifications ont également entraîné, et entraîneront, la fermeture de certaines agences et la cession de certaines autres agences. Au cours du second trimestre, la société a enregistré un gain sur dispositions d'actifs destinés à être vendus liés à la restructuration de 960 \$. Ce gain est principalement constitué de gains réalisés sur la cession d'agences pour lesquelles aucune charge de restructuration n'avait été comptabilisée.

## Note 11 INFORMATIONS SECTORIELLES

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe.

	Trimestre terminé le 30 avril 2010			Semestre terminé le 30 avril 2010		
	Amérique	Europe	Total	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	886 750	173 636	1 060 386	1 543 546	309 402	1 852 948
Dépenses d'exploitation	873 658	178 530	1 052 188	1 534 387	322 772	1 857 159
	13 092	(4 894)	8 198	9 159	(13 370)	(4 211)
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels <sup>[1]</sup>				147 929	105 279	253 208

	Trimestre terminé le 30 avril 2009			Semestre terminé le 30 avril 2009		
	Amérique	Europe	Total	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	914 210	214 867	1 129 077	1 653 636	352 695	2 006 331
Dépenses d'exploitation	875 375	214 572	1 089 947	1 613 468	362 231	1 975 699
	38 835	295	39 130	40 168	(9 536)	30 632
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels <sup>[2]</sup>				164 064	119 003	283 067

<sup>[1]</sup> Au 30 avril 2010

<sup>[2]</sup> Au 31 octobre 2009

## Note 12 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 11, 12, 13 et 21 des états financiers consolidés vérifiés 2009 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

### CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les

contrats, de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

#### LETTRES DE CRÉDIT IRRÉVOCABLES

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces lettres sont généralement émises pour un an et sont renouvelables.

La société a également remis aux organismes de réglementation des lettres de crédit garantissant, entre autres, certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 30 avril 2010, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 467 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

#### CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 30 avril 2010, le montant total de ces garanties s'élevait à 1 287 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 30 avril 2010, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

#### FACILITÉ DE CAUTIONNEMENT

Depuis le 5 mai 2010, la société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50 000 \$. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 30 avril 2010, cette facilité n'était pas utilisée.

